



Lundi 20 juin 2016

Hollande et Valls veulent museler la contestation *Ils n'y parviendront pas !*

Incapables de faire taire la contestation contre la loi Travail, Hollande et Valls voudraient interdire les manifestations suite aux « violences » qui les ont accompagnées. Comme par hasard... L'Euro de football n'a-t-il pas donné lieu à des débordements autrement violents, comme ces affrontements à Marseille entre hooligans russes et anglais ? Hollande, Valls ou Cazeneuve ont-ils menacé d'interdire l'Euro de football ? Que non ! Quand le gouvernement refoule des Anglais, c'est parce qu'il s'agit d'un convoi humanitaire destiné aux migrants de Calais comme il a osé le faire samedi dernier, interdisant au convoi de quitter Douvres !

A Toulouse, alors que l'intersyndicale CGT-FO-FSU-Solidaires avait prévu une manifestation ce lundi 20 juin, la préfecture a demandé à l'intersyndicale de changer de date sous peine d'interdiction. Motif : Toulouse attend des supporters russes ce jour-là... Ce n'est pas l'Euro que le Préfet pointe du doigt mais les manifestations !

Les violences dans les manifs ? Parlons-en !

Bernard Cazeneuve a eu le culot d'accuser la CGT d'avoir « pris violemment à partie les forces de l'ordre »... Mais tous ceux qui ont participé aux manifestations contre la loi Travail depuis trois mois ont pu voir une police provoquant les incidents pour mieux pouvoir riposter avec gaz, matraques et interpellations.

Les grandes chaînes de télé, manifestement aux ordres, n'ont montré de la grande manifestation nationale du 14 juin à Paris que des nuages de gaz et, en boucle, les « dégradations » commises à l'hôpital Necker, laissant entendre que les vitres caillassées en rez-de-chaussée étaient celles des salles d'opération – ce qui est complètement faux.

C'est un tout autre tableau que montrent les images qui circulent sur Internet. Oui, un certain nombre de manifestants s'en sont pris aux devantures de banques, d'assurances, à des panneaux publicitaires. Quoi qu'on puisse en penser, il est clair qu'il s'agissait pour eux d'objectifs très ciblés, symboles de ces grands groupes que défendent le Medef et le gouvernement, même si ces bris de vitrines ne font guère peur aux capitalistes. Hôpitaux ou services publics n'étaient certainement pas visés !

Et puis, ce n'est pas comme s'il n'y avait jamais eu des policiers en civil agissant en agents provocateurs ! En 1995 et 2003, les services d'ordre syndicaux en avaient interpellé munis de leur carte

tricolore ! Dans des manifestations récentes, certaines photos mises en ligne (par exemple « reporterterre.net ») sont sans ambiguïté !

En revanche, le 14 juin, à Paris, pour un manifestant « ordinaire », il était impossible de sortir du cortège, par exemple pour se mettre à l'abri des gaz policiers : des cordons de robocops bloquaient les rues adjacentes, « nassant » véritablement la manifestation. Et, aux quelques endroits où les manifestants étaient autorisés à partir, les flics leur faisaient enlever badges, autocollants et T-shirts à slogans.

De quel droit ? Pour qui Valls et Hollande se prennent-ils ? Poutine ? Erdogan ? Croient-ils que nous allons accepter de nous laisser bâillonner ?

Les raisons de la colère...

Malgré la véritable intoxic du gouvernement et des grands médias, rien n'y fait. Près des deux tiers de la population continuent à vouloir le retrait de la loi. Or le gouvernement s'arcoute et montre les dents. Parce qu'il a peur.

Peur que, s'il retire sa loi, le monde du travail se sente ragaillard, reprenne confiance et commence à mettre sur le tapis tout ce qui ne va pas. Et les motifs de colère ne manquent pas, qu'il s'agisse des salaires – on s'en sort de plus en plus mal –, des conditions de travail, de plus en plus contraignantes, avec un patronat toujours plus arrogant. En ce lundi 20 juin, les organisations syndicales ont maintenu l'appel à manifester contre la loi Travail jeudi prochain, le 23 juin. Nous verrons bien si elles oseront braver l'interdiction.

En attendant, l'attitude du gouvernement et ses menaces doivent aboutir à nous donner plus que jamais envie de nous battre et d'occuper les rues pour exiger le retrait de la loi Travail !

De grands stratèges

Lundi 13 juin, veille de la manifestation nationale contre la loi Travail, la direction a cru malin de nous réunir au pied levé en briefing sur les trois équipes pour nous expliquer où en étaient les discussions sur le NEC.

Slide après slide, l'intox était tellement flagrante qu'elle a juste convaincu quelques collègues supplémentaires de faire grève le lendemain. Bien joué !

NEC plus intox

Lors de ces briefings, le but de la direction était :

-De nous convaincre que le NEC est dans notre intérêt. L'argument de la direction, c'est que les compteurs nous garantissent le maintien du salaire à 100 % en cas de chômage. Ils lui garantissent surtout des samedis gratuits, et c'est nous qui payons notre chômage.

-De nous rassurer en racontant que les nuits variables ne concernent pas Saint-Ouen (en rouge sur ses slides!). Mais l'usine fait bien partie du groupe PSA, non ? Cette fable n'a fait que nous énerver un peu plus. La manœuvre est trop grossière.

Le 14 juin à PSA

À Valenciennes, plusieurs centaines de salariés ont débrayé et 200 d'entre eux ont manifesté dans l'usine. À Mulhouse, 600 ouvriers ont fait grève et l'équipe de nuit a défilé dans les ateliers jusqu'à 3 heures du matin. À Poissy, il y a eu 220 grévistes sur deux équipes, qui ont défilé dans l'usine. À Saint-Ouen, nous étions un bon nombre à nous retrouver à la manif et à attendre plusieurs heures à Place d'Italie que le cortège puisse partir, étant donné l'affluence.

NCS2 + loi Travail, le cocktail continue à faire réagir !

300 euros mensuels pour tous, un minimum

PSA annonce 0,45 % d'augmentation générale pour les 3 prochaines années. En y ajoutant les 0,3 % de prime d'ancienneté et les 0,25 % d'augmentation individuelle, elle arrive laborieusement à 1 % d'augmentation. Mais cela ne fait pas 1 % pour tous ! Alors que Tavares se goinfre d'une augmentation de 100 % son 1 % fait de bric et broc reste en travers de la gorge. Pour nos salaires, imposons une véritable augmentation.

Les occasions ne vont pas manquer

Samedi dernier, au Ferrage à Poissy en équipe 12, certains en ont eu marre des samedis travaillés gratuits, 9 ouvriers sur 11 ont débrayé pendant 2 heures. À 7h30, 37 ouvriers de l'Emboutissage se sont réunis sur le temps de pause, 22 ont rejoint le débrayage et sont retournés chez eux. De quoi donner partout des idées.

Vol de nuit

À PSA Tremery, le 7 juin, une centaine de salariés de l'équipe de nuit ont débrayé pendant 4 heures pour dire non à « l'équipe de nuit à temps partiel » que prépare le NCS2. Et pour cause, ce n'est pas autre chose qu'une baisse de rémunération de - 400 € par mois !

Deux jours plus tard, une centaine de collègues de PSA Rennes se mobilisaient à leur tour. Ils s'étaient déjà mobilisés en 2010 pour les mêmes raisons, forçant la direction de l'époque à abandonner ce régime d'équipe de nuit.

L'avenir c'est la lutte

Ce lundi, Tavares a annoncé que PSA Rennes allait produire un nouveau véhicule pour 2018, un SUV.

Pendant des mois, la direction a fait du chantage à la promesse de véhicules pour supprimer des congés et geler pendant encore 3 ans les payes des salariés rennais. Avoir un nouveau véhicule et recevoir des millions d'investissements, ça n'a jamais sauvé une usine de la fermeture. Tavares peut continuer à faire crever Rennes à petit feu.

Ce qui garantit l'avenir des rennais, comme le nôtre, c'est la lutte, la grève, la solidarité à l'échelle du groupe contre notre ennemi commun, notre patron.

Michelin met la pression, gare à l'explosion

À Michelin le saccage de l'emploi se poursuit. Avec comme à PSA, l'aide de certains syndicats, le plan de « sauvegarde » de l'emploi (500 postes supprimés d'ici 2018) est presque achevé. À peine celui-ci terminé, la direction de Michelin en prévoit un autre qui devrait entraîner des économies sur le dos des salariés supérieures aux précédentes mais en 4 ans cette fois au lieu de 5 !

Non remplacement du tiers des départs en retraites, accords locaux usine par usine qui signifient à chaque fois mise en concurrence des salariés entre usines et dans l'usine.

Tous les patrons liés de près ou de loin au secteur automobile appliquent les mêmes méthodes, à nous de contre-attaquer à l'unisson !

C'est aujourd'hui

Si vous souhaitez nous apporter un soutien et montrer que vous appréciez le bulletin, versez à la collecte organisée ce midi par nos diffuseurs devant l'usine. L'Étincelle ne bénéficie bien sûr d'aucune subvention, et certainement pas de celle de PSA, dont elle s'attache à dénoncer l'exploitation et les conditions de travail des salariés, tout en militant pour une autre société, débarrassée du capitalisme.

Versez au drapeau rouge !